

SEPTEMBRE 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'État cède encore 4,1 % du capital d'Engie

Et les salariés dans tout ça ?

Flash
Info

Une nouvelle fois, le Gouvernement a décidé de réduire sa participation au capital d'Engie. Prenant cette fois-ci prétexte de booster sa politique d'innovation, il cède à nouveau 4,15 % du capital pour 1,53 milliard d'euros après avoir déjà cédé 4,1 % en début d'année.

Ce faisant, **l'État ne détiendra plus que 24,1 % du capital d'Engie et 27,6 % des droits de vote.** Rappelons que **la loi prévoit qu'il doit détenir au moins le tiers des droits de vote** et que dans le cas contraire, il a deux ans pour revenir à ce niveau de participation.

FO Énergie et Mines condamne cette nouvelle réduction de la part de l'État et craint que dans un proche avenir, le seuil d'un tiers des droits de vote ne soit purement et simplement supprimé.

Mais au-delà de la part du capital qu'il détient et de sa constante dilution, **FO Énergie et Mines interroge l'État sur sa stratégie par rapport à la Direction d'Engie.**

Les salariés sont en effet confrontés à des réductions d'emplois massives avec un Plan de Départ Volontaires. En outre, l'externalisation bat son plein avec des délocalisations au Cameroun et au Sénégal, après le Maroc et l'île Maurice.

Récemment, les 5 syndicats représentatifs du commerce gaz ont interpellé l'État sur son inaction incompréhensible.

Plus que jamais, les salariés d'Engie attendent autre chose de l'État actionnaire qu'il vende les bijoux de famille. Ils attendent qu'il demande à la Direction d'Engie d'arrêter enfin la casse sociale de l'entreprise.

Contact presse:

Véronique POIRIER

Tel : 06 99 67 91 19